

**COMMISSION PERMANENTE DE
CONTROLE LINGUISTIQUE**

Commission siégeant sections réunies
Séance du 21 décembre 1995

Présents:

madame A. VAN CAUWELAERT - DE WYELS, président

Section française:

monsieur JACOBS, vice-président
messieurs BERTOUILLE, LURQUIN et MOORAT,
membres effectifs

Section néerlandaise:

monsieur CROISIAU, vice-président
messieurs BOES, DECLERCK et VAN EECKAUTE,
membres effectifs
madame CLAES, membre suppléant

Secrétaires:

monsieur BUSINE, directeur d'administration
monsieur VAN SANTEN,
directeur d'administration, adjoint bilingue

27.188/I/P
TVS/DH

Par lettre du 6 septembre 1995, le ministre de la Santé publique a demandé l'avis de la Commission permanente de Contrôle linguistique (C.P.C.L.) au sujet d'un projet d'arrêté royal fixant les cadres linguistiques de l'Institut d'expertise vétérinaire (I.E.V.).

Le cadre organique sur lequel le projet est basé a été fixé par l'arrêté royal du 7 avril 1995 (MB 8 juin 1995).

Le ministre propose la répartition suivante des 51 emplois de l'administration centrale (services centraux) entre les cadres linguistiques.

Degrés de la hiérarchie	cadre ling. N.	cadre ling. F.
1	1	1
2	2	2
3	4	2
4	5	3
5	5	1
6	8	5
7	6	3
8	2	1

Il n'est pas proposé d'emplois d'extinction.

Les organisations syndicales ont été consultées au sujet du projet du ministre.

Le projet du ministre revient, quant aux degrés 3 à 8, à une proportion de 66,66% N (30 emplois) – 33,33% F. (15 emplois).

Sur la base des articles 43, § 3, 5ième alinéa, 60, § 1, et 61, § 5, des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées par arrêté royal du 18 juillet 1966 (L.L.C.), la C.P.C.L. a examiné ces propositions et a émis, à l'unanimité, l'avis suivant.

STATUT ET MISSIONS

L'Institut d'expertise vétérinaire est un parastatal du type A, ressortissant du Ministère de la Santé publique, qui a été créé par la loi du 13 juillet 1981. Cet organisme a entamé ses activités le 1 juillet 1986.

L'objectif essentiel de l'I.E.V. est d'organiser l'expertise des animaux de boucherie, des volailles, des lapins et du gibier, ainsi que du poisson. La tâche de l'Institut comporte également la réalisation de l'inspection sanitaire dans tous les établissements de préparation, de transformation ou de commercialisation de viande, volaille et poisson.

Afin de réaliser ces tâches, l'Institut comprend d'une part une administration centrale et d'autre part un service extérieur (services d'inspection) réparti en cercles d'expertise (20) sur tout le territoire du pays.

Sur la base de l'arrêté royal du 7 avril 1995 comportant le cadre organique du personnel de l'I.E.V., l'administration centrale

compte 51 membres du personnel. Le service extérieur compte 196 membres du personnel.

Les cercles d'expertise sont dirigés par un chef de cercle ayant le grade d'Inspecteur en chef-directeur ou d'Inspecteur principal-chef de service. Dans ces cercles, les activités d'expertise et de contrôle sanitaire sont effectuées par des inspecteurs-experts, ainsi que par des vétérinaires indépendants (CDM = chargés de mission). Certains contrôles, tels les contrôles dans les boucheries, etc. sont effectués par des contrôleurs.

*

* *

1. Répartition des emplois de direction

L'I.E.V. ne compte que 6 emplois aux premier et deuxième degrés, un cadre bilingue n'est dès lors pas requis. La C.P.C.L. marque son accord quant à la répartition des emplois de direction qui est conforme aux dispositions de l'article 43, § 3, des L.L.C.

2. Répartition des emplois aux degrés 3 à 8

Le ministre a communiqué des données chiffrées concernant le volume de travail des services centraux (la comptabilité, le service du personnel, le service juridique, le secrétariat, l'accueil et les services généraux) et de l'administration des services d'inspection.

Il a également fourni une explication détaillée des activités des services extérieurs et de l'impact de ces services sur le fonctionnement des services centraux.

L'étude des données chiffrées, tenant compte des effectifs actuels, permet de calculer de façon précise, le volume de travail de l'I.E.V. Ce calcul tient également compte de la part des activités d'études et de conception, d'une part, et de celle des tâches générales d'exécution, d'autre part.

1. Service de la comptabilité (10 agents)

Eu égard aux tâches de ce service

- 45% des activités peuvent être pris en considération pour la comptabilité générale et le budget de l'I.E.V.
proposition: 50% N. - 50% F.
- 55% des activités sont tributaires du volume de travail des services extérieurs (perception des droits, visite des entreprises)
proposition: 80% N. - 20% F.

2. Service du personnel (12 agents)

Compte tenu des tâches de ce service

- 45% des activités peuvent être considérées comme des tâches d'étude et de conception

proposition: 50% N. - 50% F

- 55% est tributaire des dossier du personnel appartenant tant à l'administration centrale qu'aux services extérieurs:

proposition: 74% N.- 26% F.

3. Service juridique: (3 agents)

- 70% en fonction des litiges devant les cours et tribunaux: 87% N. - 13% F.
- 30% concerne la transposition de la législation CE en droit belge: 50% N - 50 % F

4. Secrétariat commissions (1 agent)

proposition: 50% N. - 50% F

5. Service accueil (3 agents)

Eu égard aux tâches de ce service:

proposition: 50% N. - 50% F

6. Services généraux (21 agents):

Economat (3)

fournitures pour le service central et les services extérieurs.

proposition: 65% N. - 35% F

Gestion bâtiments (2)

Gère, outre le bâtiment central, les 14 cercles d'expertise N et les 4 cercles d'expertise F.

proposition: 65% N. - 35% F

Service de documentation (3)

proposition: 50% N. - 50% F

Informatique (4)

création de logiciels, contrôle de qualité mais également traitement des résultats des contrôles.

proposition: 60% N. - 40% F

Service de traduction (2)

proposition: 50% N. - 50% F

Relations avec la CE (3)

proposition: 50% N. - 50% F

Personnel auxiliaire (4)

proposition: 50% N. - 50% F

*

* *

Le calcul des données reprises ci-dessus, résulte en un volume de travail se chiffrant à 60,32 % N. - 39,68 % F., soit 27 emplois N. - 18 emplois F., aux degrés 3 à 8 de la hiérarchie.

*

* *

Le présent avis est communiqué au ministre de la Santé publique qui conformément à l'article 61, § 3, 2^{ème} alinéa, des L.L.C., est invité à communiquer à la C.P.C.L. la suite qu'il y réservera.

Fait à Bruxelles, le 21 décembre 1995

Les Secrétaires,

Le Président,

A. Th. VAN SANTEN J.-M. BUSINE A. VAN CAUWELAERT-DE WYELS